

Cahors. La réouverture de la ligne coûterait 30 M€

[Vie locale](#), [Lot](#), [Cahors](#)

Publié le 15/02/2013 à 03:48 , mis à jour à 07:52



Tout un symbole : les cheminots CGT étaient hier devant l'ancienne gare de Cabessut Cahors.

Pour les cheminots CGT, la ligne ferroviaire Cahors-Capdenac n'est pas enterrée. Elle aurait même du potentiel selon les résultats de l'étude réalisée à la demande du syndicat.

Le déclassement de la ligne ferroviaire Cahors-Capdenac par Réseau Ferré de France (en juillet 2011) et les projets de voie verte qui se dessinent tout le long de son parcours n'ont pas découragé les cheminots CGT et la CGT Lot et Aveyron de remettre la ligne sur les rails. Comme avant.

Après avoir lancé, l'an dernier, des «États Généraux du service public» au cours desquels le sort de la ligne aurait été souvent abordé, le syndicat par l'intermédiaire du comité d'établissement SNCF de la région de Toulouse, a fait appel à un cabinet d'études, le cabinet «Transversales» basé à Marseille pour évaluer le coût d'une remise en état. «Tout le monde avance des chiffres dans cette affaire, le conseil général parle de 25 M€ pour la voie verte. Nous pouvons à présent leur opposer nos estimations» résume Philippe Jorrey, du syndicat CGT cheminot de Cahors.

Fret. L'étude évalue le potentiel à 650 000 t par an soit l'équivalent de 21 600 camions. «Ce sera autant de poids lourds en moins sur nos routes» note Dominique Espinasse CGT cheminot quart Nord-est région Midi-Pyrénées. Un à deux trains de marchandises par jour circuleraient entre Lot et Aveyron en transportant des produits des carrières, le balast de Bagnac, du zinc de Viviez ou Decazeville ou de l'agroalimentaire. Les auteurs de l'étude évoquent la possibilité de transporter 1 800 t de fret avec une seule motrice, la ligne étant plane.

Voyageurs. En se basant sur une étude démographique, «Transversales» table sur 2 000 voyages par jour en englobant la contribution des 20 000 touristes pendant la saison estivale. «Et nous sommes partis de bases inférieures aux objectifs du conseil régional» précise Dominique Espinasse.

Chiffrage. Les besoins de financement de cette réouverture sont estimés dans l'étude, à 30M€ dans un premier temps ce qui permettrait de rouler à 50 km/h. Pour passer à la vitesse supérieure, à 90 km/h, il faudrait investir 90 M€. Une somme conséquente mais pour la CGT «RFF ayant la responsabilité de la voie devrait prendre à sa charge au minimum 50 % de l'investissement».

Débats. « Les éléments dans l'étude confirment sur de nombreux points les arguments que nous avançons» soutient le syndicat qui organise avec des associations d'usagers 3 débats, le 19 février à Cajarc salle des associations à 18 h 30, le 26 février à Cahors, bourse du travail et un dernier à Figeac : «Les élus du conseil général, du conseil régional, de la ville de Cahors sont invités. Ce sera projet contre projet».